

## ASSEMBLEE DE CORSE

### DELIBERATION N° 97/14 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION RELATIVE A LA RATIFICATION DE LA CHARTE EUROPEENNE DES LANGUES REGIONALES OU MINORITAIRES

SEANCE DU 21 FEVRIER 1997

L'An mil neuf cent quatre vingt dix sept, et le vingt et un février, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Nicolas ALFONSI, Premier Vice-Président de l'Assemblée de Corse.

#### **ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Eugène BERTUCCI, Dominique BIANCHI, Dominique BUCCHINI, Joseph-Antoine CHIARELLI, Jean-Charles COLONNA, Paul COMBETTE, Jules-Laurent FERRANDI, Alexandre GABRIELLI, Antoine GAMBINI, Sauveur GANDOLFI-SCHEIT, Jean JALPI, Norbert LAREDO, Paul-Antoine LUCIANI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Paule MANCINI-NERI, Michel MORETTI, François MOSCONI, Paul PERFETTINI, Pierre POGGIOLI, Paul-Donat POLI, Paul QUASTANA, Simon-Jean RAFFALLI, Paul SCARBONCHI, Jean-François STEFANI, Jean-Guy TALAMONI, Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI.

#### **ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. Pascal ARRIGHI à Mme Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI  
Mme Marie-Josée BELLAGAMBA à M. Dominique BIANCHI  
M. Jean BIANCUCCI à M. Norbert LAREDO  
M. Edouard CUTTOLI à M. Vincent AVOGARI DE GENTILI  
M. Jacques FIESCHI à M. François ALFONSI  
M. Ours-Ange-Pierre GRIMALDI à M. Simon-Jean RAFFALLI  
M. Jean-Baptiste LANTIERI à M. Pierre-Jean LUCIANI  
M. Emile MOCCHI à M. Jean JALPI  
M. Jules-Paul NATALI à Mme Marie-Paule MANCINI-NERI  
M. Pierre-Timothée PIERI à M. Antoine GAMBINI  
M. Jean-Paul de ROCCA SERRA à M. Jean-Charles COLONNA  
M. Alphonse TAMBURINI à M. Paul-Antoine LUCIANI

**REÇU LE**

**28.FEV.1997**

**PREFECTURE DE CORSE**

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Louis ALBERTINI, Henri ANTONA, Jean-Marc BALESI, Pierre-Jean CASTA, Pierre-Philippe CECCALDI, Félix LUCIANI, Toussaint LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Joseph SISTI, Michel VALENTINI.

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** la loi n° 82/213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83/663 du 22 Juillet 1983 complétant la loi n° 83/8 du 7 Janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86/16 du 6 Janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86/972 du 19 Août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 91/428 du 13 Mai 1991 portant statut de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** le règlement intérieur de l'Assemblée de Corse visé en son article 57,
- VU** la motion déposée par le groupe "Communiste et Démocrate de Progrès",

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**ADOpte** la motion dont la teneur suit :

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**"RAPPELLE** qu'elle a adopté le 9 février 1995 une délibération unanime demandant la ratification, pour la langue corse, de la Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires.

**REÇU LE**

**28.FEV.1997**

**PREFECTURE DE CORSE**

**RAPPELLE** qu'elle a souhaité que la langue corse qui, depuis plus de deux siècles, fait partie des langues de France, bénéficie de protections juridiques susceptibles d'assurer sa sauvegarde, son usage et sa promotion.

**SOULIGNE** qu'aucune des 41 dispositions dont l'Assemblée de Corse demande la ratification ne revêt un caractère obligatoire et ne saurait en conséquence être opposée à l'utilisation légale de la langue de la République.

**SOULIGNE** que l'Etat comme la Collectivité Territoriale de Corse consacrent des moyens importants à l'enseignement de la langue corse et à sa diffusion et que ces efforts méritent d'être inscrits dans un cadre juridique qui ne les contredise pas.

**MAINTIENT** intégralement la position qu'elle a exprimée le 9 février 1995 et demande au gouvernement de ratifier, par tous moyens juridiques appropriés, la Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires, répondant ainsi au vœu exprimé par le Président de la République lui-même."

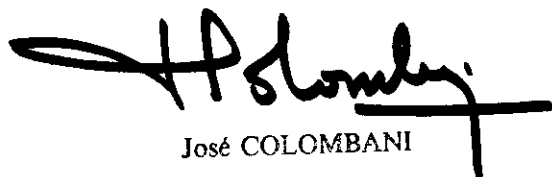
**ARTICLE 2 :**

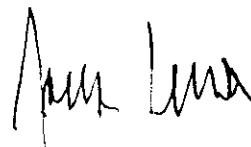
La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 21 février 1997

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Pour copie certifiée conforme à l'original,  
Pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation,  
L'Administrateur Général des Assemblées

  
José COLOMBANI



Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA

REÇU LE

28.FEV.1997

PREFECTURE DE CORSE